

# Rapport financier 2016 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Varenes

Code géographique : 59020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

## **Section I - États financiers consolidés**

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

## **Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017**

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Denise Beauchemin, CPA, CGA, OMA, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Varenes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016

(Nom de l'organisme)

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de Varenes pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,

(Nom de l'organisme)

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2016-12-12.

(Date)

Signature

Denise Beauchemin

Date

2017-05-01

## **Section I - États financiers consolidés**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
<b>Renseignements consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Varennes et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Varennes et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Varennes inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

 S.E.N.C.R.L.

 CPA auditeur, CA

DATE 2017-05-01

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

DATE \_\_\_\_\_



**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<b>Réalisations 2015</b>	<b>Budget 2016</b>		<b>Réalisations 2016</b>		
		<b>Administration municipale</b>	<b>Administration municipale</b>	<b>Administration municipale</b>	<b>Ventilation de l'amortissement</b>	<b>Organismes contrôlés</b>	<b>Total consolidé<sup>1</sup></b>
		Redressé note 20					
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	28 191 516	30 622 608	30 793 155			30 793 155
Compensations tenant lieu de taxes	2	695 026	715 891	716 673			716 673
Quotes-parts	3						
Transferts	4	823 424	211 614	841 272		805 683	1 646 955
Services rendus	5	1 229 334	891 273	1 148 167		2 059 089	3 207 256
Imposition de droits	6	1 515 493	1 329 960	1 387 687			1 387 687
Amendes et pénalités	7	306 309	295 000	310 959		608 572	919 531
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	274 914	217 550	257 961		39 254	297 215
Autres revenus	10	3 238 407	712 631	6 927 642		(1 366 251)	5 561 391
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	36 274 423	34 996 527	42 383 516		2 146 347	44 529 863
<b>Investissement</b>							
Taxes	13	10 889					
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 941 517	607 000	2 396 439		323 858	2 720 297
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	16	12 483	3 500 000	11 851			11 851
Autres	17	250 739	858 000	1 663 553			1 663 553
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18						
	19	2 215 628	4 965 000	4 071 843		323 858	4 395 701
	20	38 490 051	39 961 527	46 455 359		2 470 205	48 925 564
<b>Charges</b>							
Administration générale	21	4 855 365	5 728 468	5 271 769	387 404		5 659 173
Sécurité publique	22	5 614 695	5 576 752	5 544 874	196 238	1 045 834	6 786 946
Transport	23	4 680 532	4 862 666	4 670 135	2 274 361	2 657 659	9 602 155
Hygiène du milieu	24	5 310 224	4 706 706	4 701 955	1 790 614	2 523	6 495 092
Santé et bien-être	25	259 716	252 655	274 470			274 470
Aménagement, urbanisme et développement	26	1 177 105	1 139 753	3 463 199	50 844		3 514 043
Loisirs et culture	27	7 574 841	8 400 749	8 078 965	1 676 067	229 863	9 984 895
Réseau d'électricité	28						
Frais de financement	29	894 374	1 056 936	840 479		200 451	1 040 930
Effet net des opérations de restructuration	30						
Amortissement des immobilisations	31	6 167 655	6 313 612	6 375 528	( 6 375 528 )		
	32	36 534 507	38 038 297	39 221 374		4 136 330	43 357 704
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	33	1 955 544	1 923 230	7 233 985		(1 666 125)	5 567 860

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016	
		Administration municipale Redressé note 20	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	1 955 544	1 923 230	7 233 985	(1 666 125)	5 567 860
Moins: revenus d'investissement	2	( 2 215 628 )	( 4 965 000 )	( 4 071 843 )	( 323 858 )	( 4 395 701 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(260 084)	(3 041 770)	3 162 142	(1 989 983)	1 172 159
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Amortissement	4	6 167 655	6 313 612	6 375 528	854 404	7 229 932
Produit de cession	5	88 847		51 636	47 261	98 897
(Gain) perte sur cession	6	(69 032)		50 361	5 057	55 418
Réduction de valeur / Reclassement	7	(922 188)		21 794		21 794
	8	5 265 282	6 313 612	6 499 319	906 722	7 406 041
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Coût des propriétés vendues	9	96 637		2 378 254		2 378 254
Réduction de valeur / Reclassement	10	922 188		(21 794)		(21 794)
	11	1 018 825		2 356 460		2 356 460
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats</b>						
Remboursement ou produit de cession	12	7 492		32 746	203 610	236 356
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	41 866		27 580		27 580
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	49 358		60 326	203 610	263 936
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	134 323		106 939	(80 370)	26 569
Remboursement de la dette à long terme	17	( 2 706 002 )	( 2 681 350 )	( 3 013 911 )	( 385 075 )	( 3 398 986 )
	18	(2 571 679)	(2 681 350)	(2 906 972)	(465 445)	(3 372 417)
<b>Affectations</b>						
Activités d'investissement	19	( 925 156 )	( 163 947 )	( 460 652 )	( 237 001 )	( 697 653 )
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		1 074 530		261 194	261 194
Excédent de fonctionnement affecté	21	2 265 578		1 099 206	132 400	1 231 606
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 389 795)	(1 501 075)	(1 609 710)	1 517 071	(92 639)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(82 970)		(110 296)	75 589	(34 707)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(132 343)	(590 492)	(1 081 452)	1 749 253	667 801
	26	3 629 443	3 041 770	4 927 681	2 394 140	7 321 821
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	3 369 359		8 089 823	404 157	8 493 980

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>	
<b>Revenus d'investissement</b>	1	2 215 628	4 965 000	4 071 843	323 858	4 395 701
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Acquisition						
Administration générale	2	( 702 640 )	( 142 525 )	( 279 989 )	( 1 857 )	( 281 846 )
Sécurité publique	3	( 88 874 )	( 274 000 )	( 38 135 )	( 79 125 )	( 117 260 )
Transport	4	( 4 758 625 )	( 8 210 020 )	( 9 045 104 )	( 418 152 )	( 9 463 256 )
Hygiène du milieu	5	( 1 764 999 )	( 3 976 440 )	( 1 827 245 )	( 124 160 )	( 1 951 405 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( 36 386 )	( 12 000 )	( 11 838 )	( )	( 11 838 )
Loisirs et culture	8	( 1 494 365 )	( 1 886 200 )	( 1 242 254 )	( 31 734 )	( 1 273 988 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )	( )
	10	( 8 845 889 )	( 14 501 185 )	( 12 444 565 )	( 655 028 )	( 13 099 593 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Acquisition	11	( 936 789 )	( )	( 926 745 )	( )	( 926 745 )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats</b>						
Émission ou acquisition	12	( 65 222 )	( 65 222 )	( 80 874 )	( )	( 80 874 )
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 267 431	7 600 460	5 302 021	4 448 345	9 750 366
<b>Affectations</b>						
Activités de fonctionnement	14	925 156	163 947	460 652	237 001	697 653
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	1 092 482		3 600 000	36 127	3 636 127
Excédent de fonctionnement affecté	16			15 652		15 652
Réserves financières et fonds réservés	17	2 420 004	1 837 000	1 826 795	52 266	1 879 061
	18	4 437 642	2 000 947	5 903 099	325 394	6 228 493
	19	(4 142 827)	(4 965 000)	(2 247 064)	4 118 711	1 871 647
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>						
	20	(1 927 199)		1 824 779	4 442 569	6 267 348

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>Réalisations 2015</u>	<u>Budget 2016</u>	<u>Réalisations 2016</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	
					<u>Total consolidé<sup>1</sup></u>	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	1 955 544	1 923 230	7 233 985	(1 666 125)	5 567 860
Variation des immobilisations						
Acquisition	2 (	8 845 889 )	( 14 501 185 )	( 12 444 565 )	( 655 028 )	( 13 099 593 )
Produit de cession	3	88 847		51 636	47 261	98 897
Amortissement	4	6 167 655	6 313 612	6 375 528	854 404	7 229 932
(Gain) perte sur cession	5	(69 032)		50 361	5 057	55 418
Réduction de valeur / Reclassement	6	(922 188)		21 794		21 794
	7	(3 580 607)	(8 187 573)	(5 945 246)	251 694	(5 693 552)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	82 033		1 429 716		1 429 716
Variation des stocks de fournitures	9	22 747		1 075	19 493	20 568
Variation des autres actifs non financiers	10	72 789		(7 203)	34 139	26 936
	11	177 569		1 423 588	53 632	1 477 220
	12	(1 447 494)	(6 264 343)	2 712 327	(1 360 799)	1 351 528
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice</b>	13					
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(1 447 494)	(6 264 343)	2 712 327	(1 360 799)	1 351 528
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice						
Solde déjà établi	15	(24 140 326)		(25 986 101)	(3 773 392)	(29 759 493)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16	(398 281)				
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17					
Solde redressé	18	(24 538 607)		(25 986 101)	(3 773 392)	(29 759 493)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19	(25 986 101)		(23 273 774)	(5 134 191)	(28 407 965)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES  
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>2015</u>	<u>Administration</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
		Administration	municipale	Organismes	consolidé <sup>1</sup>
		municipale	municipale	contrôlés	
		Redressé note 20			
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Encaisse	1	10 300 787	11 431 308	2 988 869	14 420 177
Débiteurs (note 5)	2	12 458 741	13 183 703	1 870 835	15 026 089
Prêts (note 6)	3		15 652	2 764 260	15 652
Placements de portefeuille (note 7)	4	293 122	298 018		298 018
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	23 052 650	24 928 681	7 623 964	29 759 936
<b>PASSIFS</b>					
Découvert bancaire	9			29 926	29 926
Emprunts temporaires (note 10)	10	9 371 084	6 917 321		6 917 321
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	6 900 576	6 683 038	1 913 855	8 568 444
Revenus reportés (note 12)	12	2 649 874	976 345	45 787	1 022 132
Dette à long terme (note 13)	13	30 117 217	33 625 751	10 645 949	41 507 440
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			122 638	122 638
	15	49 038 751	48 202 455	12 758 155	58 167 901
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	(25 986 101)	(23 273 774)	(5 134 191)	(28 407 965)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 15)	17	111 380 750	117 325 996	12 137 266	129 463 262
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	2 193 444	763 728		763 728
Stocks de fournitures	19	166 045	164 970	17 439	182 409
Autres actifs non financiers (note 17)	20	138 987	146 190	83 800	229 990
	21	113 879 226	118 400 884	12 238 505	130 639 389
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	7 007 803	10 155 023	1 814 982	11 970 005
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 099 206	1 378 001	480 638	1 858 639
Réserves financières et fonds réservés	24	2 180 393	2 110 197	71 428	2 181 625
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	( 502 010 )	( 388 278 )	( 12 716 )	( 375 562 )
Financement des investissements en cours	26	(10 015 889)	(8 389 049)	102 002	(8 287 047)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	88 123 622	90 261 216	4 622 548	94 883 764
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	87 893 125	95 127 110	7 104 314	102 231 424

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalizations 2015		Réalizations 2016		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
<b>Activités de fonctionnement</b>					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 955 544	7 233 985	(1 666 125)	5 567 860
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	6 167 655	6 375 528	854 404	7 229 932
Autres					
- Gain(perte) actifs, placement	3	(27 167)	70 363	5 057	75 420
- Contrat location acquisition	4	17 489			
	5	8 113 521	13 679 876	(806 664)	12 873 212
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(1 305 558)	(724 962)	119 185	(605 777)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	795 676	(217 538)	54 538	(163 000)
Revenus reportés	9	(44 140)	(1 673 529)	(64 692)	(1 738 221)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs					
Propriétés destinées à la revente	11	(840 155)	1 431 509		1 431 509
Stocks de fournitures	12	22 747	1 074	19 492	20 566
Autres actifs non financiers	13	(13 694)	(7 203)	34 140	26 937
	14	6 728 397	12 489 227	(748 112)	11 741 115
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>					
Acquisition	15 (	8 845 889 ) (	12 444 565 ) (	655 028 ) (	13 099 593 )
Produit de cession	16	88 847	51 636	47 261	98 897
	17	(8 757 042)	(12 392 929)	(607 767)	(13 000 696)
<b>Activités de placement</b>					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats					
Émission ou acquisition	18 (	65 222 ) (	80 874 ) (	) (	80 874 )
Remboursement ou cession	19	7 492	60 326		60 326
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 (	) (	) (	) (	)
Cession	21			739 481	739 481
	22	(57 730)	(20 548)	739 481	718 933
<b>Activités de financement (note 23)</b>					
Émission de dettes à long terme	23	3 488 015	6 878 383	4 528 715	11 407 098
Remboursement de la dette à long terme	24 (	2 843 066 ) (	3 268 869 ) (	241 841 ) (	3 510 710 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	1 915 576	(2 453 763)	(4 406 784)	(6 860 547)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme					
Autres	26	3 512	(100 980)		(100 980)
- Autre	27			(80 370)	(80 370)
-	28				
	29	2 564 037	1 054 771	(200 280)	854 491
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
Solde déjà établi	31	9 823 125	10 300 787	3 775 621	14 076 408
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32				
Solde redressé	33	9 823 125	10 300 787	3 775 621	14 076 408
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>					
	34	10 300 787	11 431 308	2 958 943	14 390 251

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>Réalisations 2015</u>	<u>Budget 2016</u>	<u>Réalisations 2016</u>		
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	<u>Total</u>
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	<u>consolidé</u> <sup>1</sup>
<b>Rémunération</b>	1	9 458 952	9 719 991	9 643 598	3 563 462	13 207 060
<b>Charges sociales</b>	2	2 197 187	2 426 587	2 416 559	941 716	3 358 275
<b>Biens et services</b>	3	7 740 368	10 616 392	9 944 965	4 451 644	14 396 609
<b>Frais de financement</b>						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	814 076	934 955	760 181		760 181
D'autres organismes municipaux	5				104 940	104 940
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	80 298	106 981	80 298		80 298
D'autres tiers	7				60 520	60 520
Autres frais de financement	8		15 000		34 991	34 991
<b>Contributions à des organismes</b>						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	7 402 116	7 075 513	7 371 231	(5 902 008)	1 469 223
Transferts	10					
Autres	11	2 476 935		2 334 321	26 661	2 360 982
Autres organismes						
Transferts	12					
Autres	13	87 838	369 786	127 514		127 514
<b>Amortissement des immobilisations</b>	14	6 167 655	6 313 612	6 375 528	854 404	7 229 932
<b>Autres</b>						
- Programme aide, réclamation, etc	15	109 082	459 480	167 179		167 179
-	16					
-	17					
	18	36 534 507	38 038 297	39 221 374	4 136 330	43 357 704

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalizations	
		2016	2015 Redressé note 20
<b>Revenus</b>			
Taxes	1	30 793 155	28 202 405
Compensations tenant lieu de taxes	2	716 673	695 026
Quotes-parts	3		
Transferts	4	4 367 252	3 639 341
Services rendus	5	3 207 256	2 995 119
Imposition de droits	6	1 387 687	1 515 493
Amendes et pénalités	7	919 531	877 667
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	297 215	313 045
Autres revenus	10	7 236 795	3 339 543
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	48 925 564	41 577 639
<b>Charges</b>			
Administration générale	14	5 659 173	5 190 483
Sécurité publique	15	6 786 946	6 164 800
Transport	16	9 602 155	9 517 797
Hygiène du milieu	17	6 495 092	6 826 769
Santé et bien-être	18	274 470	259 716
Aménagement, urbanisme et développement	19	3 514 043	1 222 172
Loisirs et culture	20	9 984 895	9 499 750
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	1 040 930	1 055 592
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	43 357 704	39 737 079
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	5 567 860	1 840 560
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	96 663 564	95 617 128
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27		(794 124)
Solde redressé	28	96 663 564	94 823 004
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29	102 231 424	96 663 564

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.



**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalizations	
		2016	2015 Redressé note 20
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	5 567 860	1 840 560
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	( 13 099 593 )	( 13 152 518 )
Produit de cession	3	98 897	91 513
Amortissement	4	7 229 932	6 985 705
(Gain) perte sur cession	5	55 418	(71 698)
Réduction de valeur / Reclassement	6	21 794	(922 188)
	7	(5 693 552)	(7 069 186)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	1 429 716	82 032
Variation des stocks de fournitures	9	20 568	15 198
Variation des autres actifs non financiers	10	26 936	(8 111)
	11	1 477 220	89 119
	12	1 351 528	(5 139 507)
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice</b>	13		
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	1 351 528	(5 139 507)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(29 759 493)	(24 308 188)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16		(311 798)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(29 759 493)	(24 619 986)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19	(28 407 965)	(29 759 493)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		<b>2016</b>	<b>2015</b> Redressé note 20
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Encaisse	1	14 420 177	14 076 408
Débiteurs (note 5)	2	15 026 089	14 420 312
Prêts (note 6)	3	15 652	
Placements de portefeuille (note 7)	4	298 018	1 032 603
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	<u>29 759 936</u>	<u>29 529 323</u>
<b>PASSIFS</b>			
Découvert bancaire	9	29 926	
Emprunts temporaires (note 10)	10	6 917 321	13 777 868
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	8 568 444	8 731 444
Revenus reportés (note 12)	12	1 022 132	2 760 353
Dette à long terme (note 13)	13	41 507 440	33 792 402
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	122 638	226 749
	15	<u>58 167 901</u>	<u>59 288 816</u>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	<u>(28 407 965)</u>	<u>(29 759 493)</u>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	17	129 463 262	123 769 710
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	763 728	2 193 444
Stocks de fournitures	19	182 409	202 976
Autres actifs non financiers (note 17)	20	229 990	256 927
	21	<u>130 639 389</u>	<u>126 423 057</u>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22	<u>102 231 424</u>	<u>96 663 564</u>

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
			Redressé note 20
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 567 860	1 840 560
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	7 229 932	6 985 705
Autres			
- Gain sur cession d'actif	3	75 420	(29 832)
- CLA	4		17 489
	5	12 873 212	8 813 922
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(605 777)	(193 395)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(163 000)	785 859
Revenus reportés	9	(1 738 221)	64 310
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(104 111)	(43 508)
Propriétés destinées à la revente	11	1 431 509	(840 155)
Stocks de fournitures	12	20 566	15 197
Autres actifs non financiers	13	26 937	(8 112)
	14	11 741 115	8 594 118
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 13 099 593 )	( 13 152 518 )
Produit de cession	16	98 897	91 513
	17	(13 000 696)	(13 061 005)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	( 80 874 )	( 65 222 )
Remboursement ou cession	19	60 326	7 492
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( 739 481 )
Cession	21	739 481	
	22	718 933	(797 211)
<b>Activités de financement (note 23)</b>			
Émission de dettes à long terme	23	11 407 098	3 565 442
Remboursement de la dette à long terme	24	( 3 510 710 )	( 3 073 137 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(6 860 547)	6 322 360
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(100 980)	3 512
Autres			
- Autre	27	(80 370)	
-	28		
	29	854 491	6 818 177
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
	30	313 843	1 554 079
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	14 076 408	12 522 329
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	14 076 408	12 522 329
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>			
	34	14 390 251	14 076 408

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Varennes est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes (LRQ.c.C-19).

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers *consolidés* sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales *par organismes* présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé *consolidé* à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23 et l'endettement total net à long terme *consolidé* présenté à la page S25.

*Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.*

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à valeur de consolidation.

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. La Ville participe aux partenariats suivants:

#### Consolidation ligne par ligne

- Régie intermunicipale de police Richelieu - Saint-Laurent
- Régie intermunicipale de l'eau potable Varennes, Sainte-Julie, Saint-Amable
- Conseil intermunicipal de transport de Sorel - Varennes
- Régie intermunicipale de la gare de Sorel
- Régie intermunicipale du Centre multisports régional

#### Valeur de consolidation

- Aucune

L'entente intermunicipale avec la Régie de police Richelieu - Saint-Laurent venue à échéance le 13 mai 2014 a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2020.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

### B) Comptabilité d'exercice

#### Estimation comptable

La préparation des états financiers, selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction fasse des estimations et des hypothèses qui touchent les éléments d'actif et de passif présentés, la divulgation de l'actif et du passif éventuel à la date des états financiers et les revenus et les charges présentés pour l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des estimations. La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception ;
- les revenus de service rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance ;
- les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits ;
- les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions ;
- les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendu;
- les revenus d'intérêts sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagné.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

### C) Actifs financiers

#### 1) Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et équivalent de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excèdent pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

#### 2) Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possibles, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

3) *Placements de portefeuille*

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

**D) Passifs**

*Dettes à long terme*

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

*Revenus reportés*

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux et du fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par ces fonds.

**E) Actifs non financiers**

*Propriétés destinées à la revente*

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**Immobilisations**

Les immobilisations de la Ville de Varennes et des organismes consolidés sont comptabilisées au coût.

L'amortissement des immobilisations est établi linéairement selon leur durée de vie utile, à savoir:

Infrastructures : de 5 à 40 ans ;  
Bâtiments : de 15 à 40 ans ;  
Améliorations locatives : 15 ans ;  
Véhicules : de 4 à 20 ans ;  
Ameublement et équipement de bureau : de 5 à 10 ans ;  
Machinerie, outillage et équipement : de 10 à 20 ans.

**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Les actifs non financiers, sont de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**F) Revenus**

Les revenus de transfert (subvention) sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible. Lorsque les stipulations d'un accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif, la municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**G) Avantages sociaux futurs**

**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futures. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2016 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'une dépense constatée à taxer ou à pourvoir.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- pour le montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet sur la charge des cotisations versées par un autre employeur: sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010.

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestation déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

- Mesure d'allégement fiscal transitoire relative aux frais reportés : sur la durée résiduelle d'amortissement de chaque élément de frais reportés auparavant.

**I) Instruments financiers**

Les justes valeurs de l'encaisse, des débiteurs, des créditeurs, frais courus, du découvert bancaire et des emprunts temporaires correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

Les justes valeurs des éléments de la dette à long terme sont déterminées au moyen de la valeur actualisée des flux monétaires futurs en vertu des accords de financement actuels, selon des taux d'intérêts offerts sur le marché à l'organisme pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables. Ces justes valeurs correspondent sensiblement à leurs valeurs comptables.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**J) Autres éléments**

S.O.

**3. Modification de méthodes comptables**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1 800 918	4 586 987
Placements de portefeuille		
<b>Note</b>		
Détail de l'encaisse et placements affectés au 31 décembre :		
	2016	2015
	\$	\$
- Administration municipale :	1 729 490	2 644 044
- Organismes contrôlés :	71 428	1 942 943
<b>5. Débiteurs</b>		
Taxes municipales	796 069	1 167 583
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7 238 580	7 410 803
Gouvernement du Canada et ses entreprises	1 046 099	1 936 235
Organismes municipaux	1 364 313	1 939 106
Autres		
- Autres CAR municipalité	4 059 044	1 741 071
- Autres CAR organismes	521 984	225 514
	15 026 089	14 420 312
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5 856 755	4 667 138
Organismes municipaux		
Autres tiers		
	5 856 755	4 667 138
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	222 489	139 236
<b>Note</b>		
<b>6. Prêts</b>		
Prêts à un office d'habitation		
Prêts à un fonds d'investissement		
Autres		
- Prêts programme FIME	15 652	
-		
	15 652	
Provision pour moins-value déduite des prêts		
<b>Note</b>		
Les prêts issus du programme de financement innovateur pour des municipalités efficaces (FIME) sont consentis selon les articles 4 (alinéa 4), 90 et 96 de la <i>Loi sur les compétences municipales</i> et selon le <i>Règlement 836</i> de la municipalité, adopté le 4 juillet 2016. La période de remboursement est établie en fonction du retour sur investissement et elle ne peut excéder une période de plus de vingt années. Le remboursement est prélevé directement sur le compte de taxe. Advenant que le bâtiment bénéficiant du prêt FIME soit aliéné ou transféré pour quelque motif que ce soit avant que le solde du prêt ne soit versé ou avant la fin de la période d'amortissement prévue pour son remboursement, la responsabilité du remboursement se transfère au(x) nouveau(x) propriétaire(s). Le taux d'intérêt annuel sur les prêts est de 1 %.		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	22	298 018	293 122
Autres placements	23		739 481
	24	298 018	1 032 603
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		

**Note**

Participation financière dans le Fonds de garantie de franchise collective du regroupement d'assurance Varennes/Sainte-Julie, géré par l'Union des Municipalité du Québec, au montant de 298 018 \$ au 31 décembre 2016 (293 122 \$ au 31 décembre 2015).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>		
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26 (122 638)	(226 749)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27 ( )	( )
	28 <u>(122 638)</u>	<u>(226 749)</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29 256 033	306 356
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30	
Régimes à cotisations déterminées	31 460 532	464 663
Autres régimes (REER et autres)	32 315 967	333 448
Régimes de retraite des élus municipaux	33 42 583	41 004
	34 <u>1 075 115</u>	<u>1 145 471</u>

Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note**

<b>9. Autres actifs financiers</b>		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35	
Autres	36	
	37	

**Note**

<b>10. Emprunts temporaires</b>		
La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 3 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel moins 0.35 % (2.35 %) et renouvelable en 2021. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes de la Ville.		
La Ville bénéficie d'emprunts temporaires autorisés, d'un montant total de 6 917 321 \$, portant intérêt au taux préférentiel moins 0.35 % (2.35 %) et renouvelables annuellement. Ces emprunts sont utilisés pour le financement à court terme de projets particuliers entrepris par la Ville.		

<b>11. Crédoeurs et charges à payer</b>			
Fournisseurs	38	3 501 354	4 148 113
Salaires et avantages sociaux	39	2 073 025	1 947 911
Dépôts et retenues de garantie	40	1 966 761	1 507 819
Provision pour contestations d'évaluation	41		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42		
Frais d'assainissement des sites contaminés	43	441 100	447 300
Autres			
- Taxes à payer	44	65 172	288 711
- Intérêts courus dette l.t.	45	173 740	154 964
- Organismes contrôlés	46	347 292	236 626
-	47		
-	48		
	49	<u>8 568 444</u>	<u>8 731 444</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	50	80 047	37 572
Transferts	51	132 368	103 817
Fonds parcs et terrains de jeux	52	8 353	422 213
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	778 641	2 038 484
Société québécoise d'assainissement des eaux	54		
Fonds de développement des territoires	55		
Autres			
- Autres RR municipalité	56	16 328	151 604
- Autres RR organismes	57	6 395	6 663
-	58		
-	59		
	60	1 022 132	2 760 353

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

						2016	2015
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,20	3,05	2028	2041	61	41 805 376	33 890 668
Obligations et billets en monnaies étrangères					62		
Gains (pertes) de change reportés					63		
					64		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					65		
Organismes municipaux					66		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,65	7,07	2016	2019	67	96 335	114 655
Autres					68		
					69	41 901 711	34 005 323
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	( 394 271 )	( 212 921 )
					71	41 507 440	33 792 402

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme				Total 2016	
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2017	72	80	5 837 793	88	46 051	97	105	5 883 844
2018	73	81	3 003 858	89	33 815	98	106	3 037 673
2019	74	82	2 915 294	90	13 627	99	107	2 928 921
2020	75	83	2 871 830	91	2 841	100	108	2 874 671
2021	76	84	2 257 397	92		101	109	2 257 397
2022 et +	77	85	24 919 205	93		102	110	24 919 205
	78	86	41 805 377	94	96 334	103	111	41 901 711
Intérêts et frais accessoires			95	( )			112	( )
	79	87	41 805 377	96	96 334	104	113	41 901 711

**Note**

En 2016 la Ville de Varennes a procédé au refinancement d'une partie de sa dette à long terme totalisant un montant de 7 305 617 \$. Les intérêts sur la dette à long terme pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 s'élèvent à 730 482 \$ (785 341 \$ en 2015).

Les intérêts sur la dette à long terme pour les organismes consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 s'élèvent à 165 460 \$ (109 261 \$ en 2015).



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	114 (28 407 965)	(29 759 493)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115 ( ) ( )	( ) ( )
Autres	116 ( ) ( )	( ) ( )
	117 (28 407 965)	(29 759 493)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	118	19 851 344	146	154 360	173	39 359	200	19 966 345
Eaux usées	119	45 243 806	147	697 390	174	118 075	201	45 823 121
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	59 549 961	148	2 147 156	175	2 945 212	202	58 751 905
Autres	121	20 464 772	149	864 078	176	570 247	203	20 758 603
Réseau d'électricité	122		150		177		204	
Bâtiments	123	36 553 206	151	275 062	178		205	36 828 268
Améliorations locatives	124	131 731	152	2 793	179		206	134 524
Véhicules	125	7 636 144	153	690 903	180	427 027	207	7 900 020
Ameublement et équipement de bureau	126	3 025 490	154	324 105	181	78 024	208	3 271 571
Machinerie, outillage et équipement divers	127	8 615 092	155	516 890	182	152 711	209	8 979 271
Terrains	128	6 353 785	156	224 000	183	21 794	210	6 555 991
Autres	129	100 825	157		184		211	100 825
	130	<u>207 526 156</u>	158	<u>5 896 737</u>	185	<u>4 352 449</u>	212	<u>209 070 444</u>
Immobilisations en cours	131	946 700	159	7 202 856	186		213	8 149 556
	132	<u>208 472 856</u>	160	<u>13 099 593</u>	187	<u>4 352 449</u>	214	<u>217 220 000</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	133	8 682 370	161	520 093	188	39 359	215	9 163 104
Eaux usées	134	22 955 735	162	1 249 496	189	118 075	216	24 087 156
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	22 906 508	163	1 995 059	190	2 945 213	217	21 956 354
Autres	136	7 581 327	164	935 085	191	570 247	218	7 946 165
Réseau d'électricité	137		165		192		219	
Bâtiments	138	11 915 488	166	1 233 936	193		220	13 149 424
Améliorations locatives	139	130 337	167	472	194		221	130 809
Véhicules	140	3 101 660	168	460 404	195	325 030	222	3 237 034
Ameublement et équipement de bureau	141	1 467 636	169	425 053	196	78 024	223	1 814 665
Machinerie, outillage et équipement divers	142	5 869 637	170	408 568	197	100 392	224	6 177 813
Autres	143	92 448	171	1 766	198		225	94 214
	144	<u>84 703 146</u>	172	<u>7 229 932</u>	199	<u>4 176 340</u>	226	<u>87 756 738</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	145	<u>123 769 710</u>					227	<u>129 463 262</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228	405 647	231	57 472	233	81 407	235	381 712
Amortissement cumulé	229	(250 421)	232	(61 610)	234	(81 407)	236	(230 624)
Valeur comptable nette	230	<u>155 226</u>					237	<u>151 088</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	238		
Immeubles industriels municipaux	239	85 037	1 514 753
Autres	240	678 691	678 691
	241	763 728	2 193 444
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	763 728	2 193 444
<hr/>			
<b>Note</b>			

<b>17. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	244	162 586	237 515
-	245		
-	246		
Autres			
- FPA organismes	247	67 404	19 412
-	248		
	249	229 990	256 927
<hr/>			
<b>Note</b>			

**18. Obligations contractuelles**

1. La Société d'habitation du Québec s'est engagée à participer jusqu'à concurrence de 90% aux déficits d'exploitation qu'elle reconnaît de l'Office municipal d'habitation de Varennes, la Ville assumant la différence par une partie de sa quote-part à la CMM.

2. La Ville est membre de la Municipalité régionale de comté de Lajemmerais (MRC). De ce fait, elle doit assumer sa part des charges de cet organisme. En 2017, cette part est estimée à 703 344 \$.

3. En vertu de la Loi sur l'Agence métropolitaine de transport, la Ville doit verser une contribution financière de 0,01 \$ par 100 \$ de richesse foncière uniformisée. Le montant à verser en 2017 est d'environ 278 717 \$.

4. En vertu de la création de la Communauté métropolitaine de Montréal, la Ville doit verser une contribution financière annuelle depuis 2001. Le montant à verser en 2017 est d'environ 508 819 \$.

5.

a) La Ville assume sa quote-part du contrat échéant le 31 décembre 2019 avec une possibilité de trois années de prolongation, que la MRC a signé en son nom pour l'enlèvement, le transport et l'élimination des résidus domestiques et volumineux. Le montant à verser en 2017 sera d'environ 935 131 \$.

b) La Ville assume sa quote-part du contrat échu le 31 décembre 2016 et prolongé de six

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

mois jusqu'au 30 juin 2017 avec une autre prolongation de six mois possible, que la MRC a signé en son nom pour l'enlèvement, le transport et la valorisation des résidus verts, des branches et des arbres naturels de Noël. Le montant à verser en 2017 sera d'environ 329 911 \$.

c) La Ville assume sa quote-part du contrat échéant le 31 décembre 2019 avec une possibilité de trois années de prolongation, que la MRC a signé en son nom pour l'enlèvement, le transport et la disposition des matières recyclables. Le montant à verser en 2017 sera d'environ 349 877 \$.

d) La Ville assume sa quote-part du contrat de deux ans échéant le 19 juillet 2018 avec une possibilité de deux années de prolongation, que la MRC a signé en son nom pour la gestion de l'Écocentre et la gestion des matériaux secs. Le montant à verser en 2017 sera d'environ 221 512 \$.

e) La Ville assume sa quote-part du contrat de deux ans échéant le 19 juillet 2018 avec une possibilité de deux années de prolongation, que la MRC a signé en son nom pour la location de conteneurs, l'enlèvement, le transport, l'élimination et la disposition des matériaux secs. Le montant à verser en 2017 sera d'environ 5 521 \$.

f) La Ville assume sa quote-part du contrat, que la MRC a signé en son nom pour l'acquisition de bacs roulants pour les matières organiques qui seront livrés en 2017. Le montant à verser en 2017 sera d'environ 15 502 \$.

6. La Ville a signé un contrat de six (6) ans échéant le 31 décembre 2022 pour des services professionnels relatifs à l'évaluation foncière des immeubles situés sur son territoire. Le montant à verser en 2017 sera d'environ 321 000 \$.

7. La Ville s'est engagée, en signant des protocoles d'entente avec la commission scolaire des Patriotes échéant le 30 juin 2017, à compenser l'utilisation de certains locaux dans ses écoles situées sur le territoire de Varennes. Le montant à verser pour 2017 sera d'environ 150 864 \$.

8. Divers contrats ont été accordés pour des périodes allant de 2017 à 2020 pour environ 6 524 266 \$.

**9. Organismes consolidés**

a) La Régie intermunicipale de police Richelieu - Saint-Laurent s'est engagée pour les 5 prochains exercices pour une somme globale de 632 860 \$ Pour pourvoir à ces engagements, la Régie devra prévoir pour les 5 prochains exercices financiers les sommes suivantes :

Location d'équipement : 243 998 \$ en 2017, 106 804 \$ en 2018, 83 383 \$ en 2019, 67 553 \$ en 2020 et 9 644 \$ en 2020.

Location d'immeuble : 121 478 \$ en 2017. La part estimée pour la Ville de Varennes est environ 12%.

b) Le Conseil intermunicipal de transport de Sorel-Varennes s'est engagé, en vertu d'un contrat échéant en juin 2022, à verser une somme approximative de 63 940 000 \$ à un transporteur. Les versements approximatifs exigibles au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit : 10 370 000 \$ en 2017, 10 890 000 \$ en 2018, 10 890 000 \$ en 2018, 11 440 000 \$ en 2019 et 12 010 000 \$ en 2020 et 12 610 000 \$ en 2021. La part estimée pour la Ville de Varennes est environ 33%.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

De plus, le Conseil intermunicipal de transport de Sorel-Varennes s'est engagé, en vertu d'un contrat de gestion des opérations échéant en 2018, à verser une somme approximative de 590 000 \$. Les versements approximatifs exigibles au cours des prochains exercices se détaillent comme suit: 290 000 \$ en 2017 et 300 000 \$ en 2018. La part estimée pour la Ville de Varennes est environ 33%.

c) La Régie intermunicipale de la gare de Sorel s'est engagée, en vertu d'un bail commercial échéant le 30 juin 2022, à verser des loyers totalisant 514 800 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ce contrat de location pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 93 600 \$ par année. La part estimée pour la Ville de Varennes est environ 33%.

### 19. Éventualités

#### a) Cautionnement et garantie

S.O.

#### b) Auto-assurance

La Ville de Varennes assume en partie l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour certains employés de la Régie intermunicipale de police Richelieu - Saint-Laurent.

#### c) Poursuites

La Ville a reçu des actions en dommages et intérêts au montant de 1 507 614 \$. La Ville a contesté ces actions et croit au bien-fondé de sa défense.

Le Conseil intermunicipal de transport de Sorel-Varennes fait l'objet d'une poursuite instituée par l'ancien transporteur pour un montant de 4 500 000 \$ pour des dommages-intérêts causés suite à la fin de son contrat de transport en commun de personnes le 31 décembre 2011. Les expertises des comptables retenus par chacune des parties comportent, quant au montant des dommages allégués avoir été subis, une différence très significative. L'expertise de la partie adverse maintient une conclusion quant à des dommages de 4 500 000 \$ alors que les experts engagés par le Conseil intermunicipal de transport de Sorel-Varennes sont d'avis que ceux-ci ne sauraient dépasser le tiers de cette somme.

Cette différence est attribuable aux taux d'actualisation retenus de part ou d'autre. Il va de soi que les conclusions des experts engagés par le Conseil intermunicipal de transport de Sorel-Varennes ne constituent pas une admission quant à l'existence de dommage. La part estimée pour la Ville de Varennes est environ 33%.

Certains organismes consolidés ont reçu des poursuites. Le montant de ces poursuites n'est pas significatif.

Les sommes à payer qui, le cas échéant, résulteraient de ces éventualités, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice lorsqu'elles seront connues.

#### d) Autres

##### ENVIRONNEMENT

La Ville de Varennes a procédé à un inventaire de ses terrains qui pourrait engendrer un passif au titre des sites contaminés tel que prévu par le Chapitre 3260 des Normes comptables pour le secteur public du Manuel de CPA Canada. Pour réaliser cette estimation, la Ville a répertorié tous les terrains en sa possession et elle a identifié les sites connus pour leur contamination et les sites avec une contamination potentielle. La Ville a

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

déterminé sa responsabilité concernant la contamination de ces terrains, puis, elle a déterminé si la perte d'avantages économiques futurs concernant les sites identifiés étaient probable et s'il était possible d'estimer le coût de réhabilitation du terrain de façon raisonnable en fonction des informations dont la Ville possédait.

À l'issus de ce travail, la Ville a relevé deux sites qui répondent aux critères du Chapitre 3260. Pour un de ces sites une étude a été réalisée par une firme d'expert et pour l'autre site, des prélèvements et une caractérisation des contaminant avaient déjà été effectués par une firme d'expert permettant d'identifier les contaminants et de préparer un plan d'actions en fonction des données et des connaissances que la Ville détenait.

L'estimation du coût de contamination des terrains se détail comme suit :

- Terrain 1 : 333 000 \$ (326 000 \$ pour 2015)
- Terrain 2 : 108 100 \$ (121 300 \$ pour 2015)

Au cours de l'exercice, des travaux de décontamination et de nettoyage ont été réalisés. Une charge de 13 500 \$ a été présentée en diminution du passif. De plus, la charge d'actualisation inscrite aux résultats de l'exercice concernant la comptabilisation de ce passif est de 7 300 \$. Le passif est évalué annuellement pour tenir comptes de tous changements pouvant affecter la situation de ses terrains et les variations du passif seront constatées dans l'exercice au cours duquel ces variations seront effectives.

Il ne sera pas possible pour la Ville d'exercer un recouvrement dans aucun de ces cas.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**20. Redressement aux exercices antérieurs**

**Fonds de parcs et terrains de jeux**

Au cours de l'exercice, la Ville a modifié rétrospectivement la méthode de comptabilisation du fonds réservé pour parcs et terrain de jeux. Antérieurement, conformément aux directives du Manuel de la présentation de l'information financière municipale, les sommes accumulées afférentes à ce fonds étaient constatées à titre de fonds réservés :

- Fonds parcs, terrains de jeux ou espace naturels ;

Cette méthode de comptabilisation n'était pas conforme aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, lesquelles prévoient que ces sommes doivent être constatées à titre de revenus reportés. Cette modification comptable a entraîné, au 31 décembre 2015 et pour l'exercice terminé à cette date les ajustements suivants :

	Augmentation (diminution) \$
<b>État de la situation financière</b>	
Revenus reportés	422 214
Dettes nettes et excédent accumulé	422 214
<b>État des résultats</b>	
Intérêts	(5 420)
Autres revenus	(104 997)
Excédent de l'exercice	(110 417)
Excédent accumulé au début de l'exercice	(311 797)
Excédent accumulé à la fin de l'exercice	(422 214)

**Comptabilisation de frais reportés**

Au cours de l'exercice, la Ville a modifié rétrospectivement la méthode de comptabilisation de certains frais reportés. Antérieurement, conformément aux directives afférentes à l'élaboration des rôles triennaux d'évaluation, des plans d'urbanisme et des périodes variant de trois à cinq ans. Cette méthode de comptabilisation n'était pas conforme aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, lesquelles prévoient que ces sommes doivent être constatées à titre de charges au moment où elles sont engagées.

Cette modification comptable a entraîné, au 31 décembre 2015 et pour l'exercice terminé à cette date, les ajustements suivants :

	Augmentation (diminution) \$
<b>État de la situation financière</b>	
Frais reportés	(86 482)
Excédent accumulé	(86 482)
<b>État des résultats</b>	
Évaluation	(86 482)
Excédent de l'exercice	86 482
Excédent accumulé au début de l'exercice	(482 327)
Excédent accumulé à la fin de l'exercice	(395 845)

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**21. Données budgétaires**

Le budget présenté à l'état consolidé des résultats et à l'état consolidé de la variation des actifs nets (de la dette nette) est consolidé.

Les données présentées dans la colonne budget sont à titre d'information et le rapport de l'auditeur indépendant ne porte pas sur ces données.

**22. Instruments financiers**

S.O.

		2016		2015
<b>23. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>				
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :				
Encaisse	250	14 420 177		14 076 408
Découvert bancaire	251	( 29 926 )	(	)
<i>Ajouter</i>				
-	252			
-	253			
-	254			
-	255			
<i>Déduire</i>				
-	256	(	)	(
-	257	(	)	(
-	258	(	)	(
-	259	(	)	(
-	260	(	)	(
-	261	(	)	(
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	262	14 390 251		14 076 408

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

263

**Note**

Détail de la trésorerie et équivalents de trésorerie au 31 décembre 2016 :

	2016	2015
	\$	\$
- Administration municipale	11 431 308	10 300 787
- Organismes consolidés	2 958 943	3 775 621



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**24. Fonds local d'investissement**

	2016	2015
<b>RÉSULTATS</b>		
<b>Revenus</b>		
Revenus sur les placements de portefeuille	264	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265	
Autres revenus	266	
	267	
<b>Charges</b>		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268	
Variation de la provision pour moins-value	269	
	270	
Autres charges	271	
	272	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	273	

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

<b>Actifs</b>			
Encaisse	274		
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277		
Provision pour moins-value	278	(                    )	(                    )
	279		
	280		
<b>Passifs</b>			
Créditeurs et charges à payer	281		
Revenus reportés	282		
Dette à long terme	283		
	284		
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	285		

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	286
Supportant les engagements de prêts	287
Supportant les garanties de prêts	288
	289

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**25. Fonds local de solidarité****2016****2015****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	<hr/> 293 <hr/>

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	<hr/> 296 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	<hr/> 299 <hr/>

<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>300</b>
---	------------

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE****Actifs**

Encaisse	301		
Placements de portefeuille	302		
Débiteurs	303		
Prêts aux entreprises	304		
Provision pour moins-value	305	(	) (
	<hr/> 306 <hr/>		
	307		

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	<hr/> 311 <hr/>

**Solde du Fonds local de solidarité**

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	<hr/> 314 <hr/>

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	<hr/> 317 <hr/>

**Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**26 Autres notes**

## 1. Facilités de crédit

La Ville de Varennes dispose de facilités de crédit à demande auprès d'une institution financière pour un montant évalué selon les besoins et portant intérêts au taux de base moins un taux pouvant aller de 0,25% à 0,55% pour un emprunt situé entre 1 000 000 \$ et plus de 4 000 000 \$. Au 31 décembre 2016 un montant de 6 917 321 \$ était utilisé pour le financement temporaire de dépenses en immobilisations en vertu de divers règlements d'emprunt.

Les organismes consolidés disposent de facilités de crédit à demande auprès de leur institution financière. Au 31 décembre 2016, la part de la Ville représente un montant de 0 \$.

## 2. Formation de la main-d'oeuvre

La Ville de Varennes étant assujettie aux dispositions de la loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre, elle doit investir un montant représentant au moins 1% de la masse salariale en formation. En 2016 l'investissement minimal devrait être de 100 840 \$ et la municipalité a dépensé un montant de 166 504 \$. En considérant le solde reporté des dépenses admissibles au 1er janvier 2016 de 1 139 242 \$, il reste au 31 décembre 2016 un solde à reporter sur les années futures de 1 204 906 \$.

---

**27 Chiffres comparatifs**

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

---

**28 Évènement postérieur à la date du bilan**

Le 19 mai 2016, l'Assemblée nationale a sanctionné le projet de loi 76 modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal. Ce projet de loi fait en sorte que les Conseils intermunicipaux de transport seront dissous et remplacés, le 1er juin 2017, par deux nouveaux organismes, à savoir l'Autorité régionale de transport métropolitain et le Réseau de transport métropolitain. Toutefois, cette situation n'a pas d'incidence sur les états financiers au 31 décembre 2016.

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 11 970 005	9 187 392
Excédent de fonctionnement affecté	2 1 858 639	1 951 585
Réserves financières et fonds réservés	3 2 181 625	3 110 373
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ( 375 562 ) (	( 574 445 )
Financement des investissements en cours	5 (8 287 047)	(14 356 456)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 94 883 764	97 345 115
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	102 231 424	96 663 564
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>		
Administration municipale	9 10 155 023	7 007 803
Organismes contrôlés <sup>1</sup>	10 1 814 982	2 179 589
	11 11 970 005	9 187 392
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Affectation exercice suivant	12 1 080 896	1 074 530
- Engagements	13 112 757	24 676
- Programme FIME	14 184 348	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 1 378 001	1 099 206
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
- Affectation exercice suivant	22 181 813	852 379
- Affectation surplus acc.affect	23 298 825	
-	24	
	25 480 638	852 379
	26 1 858 639	1 951 585
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières		
- Assainissement des eaux	27 400 595	348 941
- Reconstruction de rues	28 86 809	130 953
- Aqueduc et eau potable	29 619 285	482 145
- Fonds patrimonial, dons biblio	30 631 913	768 526
- Réserves organismes consolidés	31	33 487
	32 1 738 602	1 764 052
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 106 881	196 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	34 264 714	253 828
Organismes contrôlés	35	806 067
Montant non réservé		
Administration municipale	36	
Organismes contrôlés	37	
Fonds local d'investissement	38	
Fonds local de solidarité	39	
Autres		
- Organismes contrôlés Fds Roul.	40 71 428	90 426
-	41	
	42 443 023	1 346 321
	43 2 181 625	3 110 373

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 ( 90 484 )	( 97 536 )
Régimes non capitalisés	45 ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 ( )	( )
Autres	47 ( (22 830) )	( (25 101) )
Régimes non capitalisés	48 ( )	( )
	49 ( 67 654 )	( 72 435 )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50 ( )	( )
Frais d'assainissement des sites contaminés	51 ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52 ( )	( )
Autres		
-	53 ( )	( )
-	54 ( )	( )
	55 ( 67 654 )	( 72 435 )
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	57 ( )	( )
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	59 ( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	60 ( 304 819 )	( 395 841 )
Autres		
-	61 ( )	( )
-	62 ( )	( )
	63 ( 304 819 )	( 395 841 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 ( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	65 ( 235 283 )	( 319 090 )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 ( )	( )
Autres		
-	67 ( )	( )
-	68 ( )	( )
	69 ( 235 283 )	( 319 090 )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	70 232 194	212 921
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71	
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72	
Autres		
-	73	
	74 232 194	212 921
	75 ( 375 562 )	( 574 445 )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>			
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Financement non utilisé	76	2 537 713	882 750
Investissements à financer	77 (	10 824 760 ) (	15 239 206 )
	78	(8 287 047)	(14 356 456)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
Éléments d'actif			
Immobilisations	79	129 463 262	123 769 710
Propriétés destinées à la revente	80	763 728	2 193 444
Prêts	81	15 652	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82	298 018	293 122
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83		
	84	130 540 660	126 256 276
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	85	41 507 440	33 792 402
Frais reportés liés à la dette à long terme	86	394 271	212 921
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 (	5 929 166 ) (	4 775 075 )
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 (	) (	)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 (	315 649 ) (	319 087 )
	90	35 656 896	28 911 161
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91		
	92	35 656 896	28 911 161
	93	94 883 764	97 345 115

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>3</u>	2 <u>0</u>	3 <u>0</u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

i) Régimes complémentaires de retraite des policiers syndiqués, des cadres et des employés de bureau et des préposés aux communications de la Régie intermunicipale de police Richelieu Saint-Laurent.

Les régimes capitalisés auprès de Retraite Québec font l'objet d'évaluations actuarielles triennales. Le régime des policiers a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013, et les régimes des cadres et des employés de bureau ont fait l'objet d'évaluations actuarielles au 31 décembre 2014.

Description des régimes:

1. Date d'entrée en vigueur des régimes: le 1er janvier 2008

2. Date de la retraite

a) Date de la retraite normale: à l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnues antérieurement au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions du régime antérieur applicable, tel que stipulé aux annexes A, B et C des règlements des régimes.

Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

i) **Policiers syndiqués:** Tout participant peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge ou les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédant la date normale de sa retraite.

ii) **Cadres et employés de bureau et préposés aux communications:** Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédent la date de la retraite normale.

c) Date de retraite anticipée

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance (exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de retraite facultative.

3. Créances de rente

a) Rente de base

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables des régimes antérieurs, telle que stipulé aux annexes A, B et C du règlement du régime. Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et des préposés aux communications).

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

b) Rente de rattachement

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables au régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 0.5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception de 0.35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la Loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a). De plus, une prestation additionnelle provenant de l'indexation minimale de la Loi 102 est prévue.

5. Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

6. Prestation de décès après la retraite

a) Relativement aux années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables aux régimes antérieurs, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: la rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que les 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire.

7. Invalidité

Il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation à la retraite

a) Relativement aux années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables du régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: les créances de rente sont indexées après la retraite selon 50% de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 2%. (Exception pour les employés de bureau et les préposés aux communications pour qui les créances de rente sont indexées après la retraite selon la différence positive obtenue en soustrayant 6.5% au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime, déduction faite de tous les frais de la caisse de retraite. Lorsque la différence est négative pour une année, l'écart est alors reporté aux années futures).



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

9. Règle du 50% (cotisation excédentaire)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnues à compter du 1er janvier 1990.

10. Cotisations salariales

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables du régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008:

a) Policiers syndiqués: 9% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9.95% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

b) Cadres: 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2014, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11.35% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

c) Employés de bureau et préposés aux communications: 8% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, sujet à un maximum de 9% du salaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retrait au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle du 31 décembre 2014, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

11. Cotisation patronale

Sous réserve d'une utilisation de l'excédent de l'actif et d'une cotisation minimale prévue au règlement, la cotisation patronale pour toute l'année est le montant qui, ajouté aux cotisations salariales, est suffisant pour assurer la capitalisation complète des créances de rente, des prestations et remboursements payables aux employés eu égard à leurs services durant cette année.

En plus de la cotisation prévue au paragraphe précédent, l'employeur doit verser à la caisse le montant nécessaire, selon les estimations de l'actuaire, pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. L'employeur s'engage toutefois à ce que les montants versés au régime représentent au moins un montant égal à 100% des cotisations salariales de tous les participants actifs.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (226 749)	(270 257)
Charge de l'exercice	5 ( 256 033 )	( 306 356 )
Cotisations versées par l'employeur	6 360 144	349 864
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(122 638)</u>	<u>(226 749)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 11 745 974	10 738 336
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( <u>12 806 564</u> )	( <u>11 137 686</u> )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (1 060 590)	(399 350)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>937 952</u>	<u>172 601</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (122 638)	(226 749)
Provision pour moins-value	13 ( <u>          </u> )	( <u>          </u> )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(122 638)</u>	<u>(226 749)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15 <u>3</u>	<u>3</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 <u>11 745 974</u>	<u>10 683 950</u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( <u>12 806 564</u> )	( <u>11 137 686</u> )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ( <u>1 060 590</u> )	( <u>453 736</u> )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 450 628	464 255
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u>450 628</u>	<u>464 255</u>
Cotisations salariales des employés	22 ( 246 949 )	( 239 538 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ( <u>          </u> )	( <u>          </u> )
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 203 679	224 717
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 19 603	31 795
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>223 282</u>	<u>256 512</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 685 146	634 943
Rendement espéré des actifs	34 ( 652 395 )	( 585 099 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>32 751</u>	<u>49 844</u>
Charge de l'exercice	36 <u>256 033</u>	<u>306 356</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 738 098	813 880
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 ( 652 395 )	( 585 099 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 85 703	228 781
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (870 657)	(44 704)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 337 553	244 439
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 11 690 273	10 842 088
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
Pour la réserve de restructuration	44 376 400	370 423
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 3 980	7 530
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 14	14
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,50 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 0	57 0	58 0

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2016	2015
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	59 ( )	( )
Charge de l'exercice	60 ( )	( )
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62 ( )	( )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 ( )	( )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 ( )	( )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	( ) ( )	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
<b>Informations complémentaires</b>			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b>			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 1

**Description des régimes et autres renseignements**

Les employés (cols blancs et bleus) de la Ville participent à un régime de retraite à cotisations déterminées en vertu duquel ils bénéficieront d'une pension établie selon les cotisations qui ont été accumulées et du revenu de placement provenant de ces cotisations. Les employés versent une contribution minimum obligatoire de 8,5% de leur rémunération de base, la contribution de la Ville étant de 9,5%. Les états financiers ne tiennent compte que de la dépense relative aux services courants.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>2016</u>	<u>2015</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur	91	<u>460 532</u>	<u>464 663</u>

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 3

**Description des régimes et autres renseignements**

## REER COLLECTIF

- Les employés cadres de la Ville de Varennes participent à un REER collectif dans lequel ils versent une contribution minimum obligatoire de 9% de leur rémunération de base, la contribution de la Ville étant également de 9%. Ils bénéficieront d'une pension établie selon les cotisations qui auront été accumulées et du revenu des placements provenant de ces cotisations. Les états financiers ne tiennent compte que de la dépense relative aux services courants. Les cotisations de la Ville ont totalisé 261 878 \$ pour l'exercice 2016.

- Les pompiers à temps partiel et les pompiers permanents syndiqués du service des incendies participent eux aussi à un REER collectif. La convention collective des pompiers accorde une contribution d'employeur de 9% du salaire versé, assorti d'une contribution équivalente pour les pompiers à temps partiel. Ces contributions sont, jusqu'à un maximum pour l'employeur, de 1 000 \$ pour un pompier et de 1 150 \$ pour un lieutenant pour l'année 2016. En ce qui concerne les pompiers permanents syndiqués, la contribution de l'employé est de 7.5% du salaire et celle de l'employeur est de 8.5%. Les cotisations de la Ville ont totalisé 48 742 \$ pour l'exercice 2016.

- Les employés du Conseil intermunicipal de transport de Sorel-Varennes participent à un régime semblable avec leurs pourcentages propres.

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur 93	<b>315 967</b>	<b>333 448</b>

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94  Oui  
 95  Non

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	<b>30</b>	<b>32</b>

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (précédemment la Commission administrative des régimes de retraite et

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	97	<u>10 907</u>	<u>10 448</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	98	36 750	35 212
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99	5 833	5 792
	100	<u>42 583</u>	<u>41 004</u>

---

**Note**

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

---

**Administration municipale**

Dette à long terme	1	33 939 652
--------------------	---	------------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	10 926 762
---------------------------------------	---	------------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	448 700
-------------------	---	---------

Débiteurs	8	5 409 412
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	72 411
-----------------	----	--------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	88 581
--	----	--------

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

---

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	38 847 310
---	----	------------

<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>	15	7 553 480
--	----	-----------

Endettement net à long terme	16	46 400 790
------------------------------	----	------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	17	244 596
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	18	150 061
---------------------------	----	---------

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

---

Endettement total net à long terme	20	46 795 447
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--	----	--

	23	
--	----	--

---

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	46 795 447
---	----	------------

---

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

---



---

# RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>		
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	
<b>TAXES</b>	<b>2016</b>	<b>2016</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>	
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	22 057 014	22 040 944	22 040 944	19 639 549
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	3 025 455	3 031 738	3 031 738	2 953 933
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	55 300	52 756	52 756	54 620
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	25 137 769	25 125 438	25 125 438	22 648 102
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 616 407	1 653 466	1 653 466	1 597 518
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	565 997	574 152	574 152	558 935
Matières résiduelles	13	2 177 606	2 189 523	2 189 523	2 157 886
Autres					
-Surtaxes projets loi 226	14	6 500	90 218	90 218	10 413
-Travaux de cours d'eau - MRC	15	3 341	12 809	12 809	3 695
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	90 000	95 383	95 383	88 963
Service de la dette	18	222 000	247 812	247 812	330 333
Activités de fonctionnement	19	802 988	804 354	804 354	795 671
Activités d'investissement	20				10 889
	21	5 484 839	5 667 717	5 667 717	5 554 303
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	5 484 839	5 667 717	5 667 717	5 554 303
	26	30 622 608	30 793 155	30 793 155	28 202 405

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	784	783	671
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	784	783	671
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	113 481	113 482	103 214
Cégeps et universités	33	87 150	87 153	96 244
Écoles primaires et secondaires	34	386 643	387 168	363 970
	35	587 274	587 803	563 428
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	588 058	588 586	564 099
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	127 833	128 087	130 927
Taxes d'affaires	43			
	44	127 833	128 087	130 927
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	715 891	716 673	695 026

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	52		3 695	9 953
<b>Sécurité publique</b>				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	32 365	196 973	213 755
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59		6 557	6 846
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		801 988	803 103
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68	42 208	71 408	21 328
Traitement des eaux usées	69	8 430	10 077	18 745
Réseaux d'égout	70	9 923	104 534	76 592
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			1 605
Autres	85			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	86	9 000	10 131	32 220
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	109 688	117 246	105 755
Autres	88		17 471	7 737
<b>Réseau d'électricité</b>	89			
	90	211 614	534 397	1 340 080
				1 297 639

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>2016</b>	<b>2016</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	91			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	1 857 915	1 857 915	1 041 942
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99	607 000	269 185	67 739
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107	508 136	508 136	106 499
Traitement des eaux usées	108	92 301	92 301	544 554
Réseaux d'égout	109	(60 549)	(60 549)	248 522
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	125		54 673	
Activités culturelles				
Bibliothèques	126	(1 364)	(1 364)	
Autres	127			
<b>Réseau d'électricité</b>	128			
	129	607 000	2 396 439	2 009 256

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	306 875	306 875	332 446
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138	306 875	306 875	332 446
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	818 614	3 237 711	4 367 252
				3 639 341

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			4 558
	143			4 558
Sécurité publique				
Police	144	4 000		
Sécurité incendie	145		17 968	17 968
Sécurité civile	146			8 435
Autres	147			
	148	4 000	17 968	17 968
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150		1 910	1 910
Autres	151			2 287
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154		1 910	1 910
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157		2 777	2 777
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167		2 777	2 777
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			55 405
Autres	174			
	175			55 405
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176		28 875	28 875
Activités culturelles				14 264
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179		28 875	28 875
Réseau d'électricité	180			
	181	4 000	51 530	51 530

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182	34 685	127 435	129 525
Sécurité publique	183	15 600	58 353	198 547
Transport				
Réseau routier	184	14 570	24 449	71 852
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		1 582 428	1 578 155
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190		46 952	35 603
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	39 053	30 133	21 072
Loisirs et culture	193	783 365	809 315	875 416
Réseau d'électricité	194			
	195	887 273	1 096 637	2 910 170
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	891 273	1 148 167	2 995 119
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	122 000	140 600	101 135
Droits de mutation immobilière	198	1 100 000	1 238 944	1 413 733
Droits sur les carrières et sablières	199	107 960		
Autres	200		8 143	625
	201	1 329 960	1 387 687	1 515 493
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202	295 000	310 959	877 667
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>	203			
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>	204	217 550	257 961	313 045
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		(50 361)	71 698
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206	64 700	3 788 654	1 653 786
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208	3 500 000	95 484	110 300
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210		2 601 702	911 972
Autres contributions	211	647 931	1 221 756	219 482
Autres	212		945 811	372 305
	213	4 212 631	8 603 046	3 339 543
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	214			



**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	682 002	650 005	67 085	717 090	717 090	702 668
Greffe et application de la loi	2	783 293	797 281	50 339	847 620	847 620	724 429
Gestion financière et administrative	3	3 212 949	2 637 810	232 214	2 870 024	2 870 024	2 662 985
Évaluation	4	299 233	253 457		253 457	253 457	366 891
Gestion du personnel	5	350 469	441 086	37 766	478 852	478 852	383 930
Autres							
- Autres	6	400 522	492 130		492 130	492 130	349 580
-	7						
	8	5 728 468	5 271 769	387 404	5 659 173	5 659 173	5 190 483
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	3 640 218	3 639 782		3 639 782	4 685 616	4 011 612
Sécurité incendie	10	1 658 924	1 619 312	196 238	1 815 550	1 815 550	1 817 347
Sécurité civile	11	19 682	20 889		20 889	20 889	117 438
Autres	12	257 928	264 891		264 891	264 891	218 403
	13	5 576 752	5 544 874	196 238	5 741 112	6 786 946	6 164 800
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 633 792	1 712 366	1 965 555	3 677 921	3 677 921	3 758 018
Enlèvement de la neige	15	1 168 952	916 930	91 323	1 008 253	1 008 253	945 686
Éclairage des rues	16	230 022	221 737	202 701	424 438	424 438	407 992
Circulation et stationnement	17	199 074	177 089	12 716	189 805	189 805	138 734
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 630 826	1 642 013	2 066	1 644 079	4 301 738	4 267 367
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	4 862 666	4 670 135	2 274 361	6 944 496	9 602 155	9 517 797

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 048 121	1 048 121		1 048 121	896 442	903 497
Réseau de distribution de l'eau potable	24	610 494	676 715	500 725	1 177 440	1 413 649	1 204 265
Traitement des eaux usées	25	362 574	334 403	313 050	647 453	565 446	896 512
Réseaux d'égout	26	379 080	375 620	976 049	1 351 669	1 351 669	1 297 687
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	558 459	546 859		546 859	546 859	666 490
Élimination	28	556 356	538 238		538 238	538 238	635 705
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	316 370	489 013		489 013	489 013	566 719
Tri et conditionnement	30	35 517	204 903		204 903	204 903	238 056
Matières organiques							
Collecte et transport	31	379 993	172 626		172 626	172 626	
Traitement	32	166 855					
Matériaux secs	33	233 857	244 728		244 728	244 728	245 119
Autres	34						
Plan de gestion							
Autres	36						
Cours d'eau	37	59 030	70 429	790	71 219	71 219	51 419
Protection de l'environnement	38		300		300	300	121 300
Autres	39						
	40	4 706 706	4 701 955	1 790 614	6 492 569	6 495 092	6 826 769
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>							
Logement social	41	198 215	209 550		209 550	209 550	197 138
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	54 440	64 920		64 920	64 920	62 578
	44	252 655	274 470		274 470	274 470	259 716
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	764 849	737 171	50 844	788 015	788 015	757 923
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46		18 744		18 744	18 744	2 709
Autres biens	47	15 000	33 823		33 823	33 823	10 185
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	261 776	221 086		221 086	221 086	216 115
Tourisme	49	50 420	45 589		45 589	45 589	103 614
Autres	50	47 708	28 531		28 531	28 531	131 626
Autres	51		2 378 255		2 378 255	2 378 255	
	52	1 139 753	3 463 199	50 844	3 514 043	3 514 043	1 222 172

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>Non audité</b>							
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	899 280	865 091	73 784	938 875	938 875	909 825
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 416 546	1 220 819	85 612	1 306 431	1 306 431	1 266 904
Piscines, plages et ports de plaisance	55	889 017	977 060	279 392	1 256 452	1 256 452	1 028 973
Parcs et terrains de jeux	56	2 434 509	2 337 188	813 393	3 150 581	3 150 581	3 016 608
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	250 793	243 207	95	243 302	243 302	285 477
Autres	59	169 025	211 725		211 725	211 725	144 568
	60	6 059 170	5 855 090	1 252 276	7 107 366	7 107 366	6 652 355
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	646 122	639 283	29 200	668 483	668 483	638 590
Bibliothèques	62	1 695 457	1 549 650	394 591	1 944 241	1 944 241	2 062 189
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65		34 942		34 942	264 805	146 616
	66	2 341 579	2 223 875	423 791	2 647 666	2 877 529	2 847 395
	67	8 400 749	8 078 965	1 676 067	9 755 032	9 984 895	9 499 750
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>							
68							
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	936 436	731 345		731 345	896 805	894 602
Autres frais	70	105 500	109 134		109 134	109 134	109 033
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71					32 751	49 844
Autres	72	15 000				2 240	2 113
	73	1 056 936	840 479		840 479	1 040 930	1 055 592
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>							
74							
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>							
75		6 313 612	6 375 528	( 6 375 528 )			

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Rémunération des élus	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	40
Taux des taxes	41
Questionnaire	43

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville de Varennes (ci-après «la ville»). Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

**Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel**

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

*MBBA* S.E.N.C.R.L.

---

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

*R. A. P.* CPA auditeur, CA

DATE 2017-05-01

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>30 926 767</u>
<b>Ajouter</b>		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u>                    </u>
<b>Déduire</b>		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	133 612
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10 <u>133 612</u>
<b>Revenus de taxes</b>	11	<u><u>30 793 155</u></u>



**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes		1	30 793 155
<b>Ajouter</b>			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u>                    </u>
<b>Total partiel</b>		4	<u>30 793 155</u>
<b>Déduire</b>			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	7 769 670	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	95 383	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>                    </u>	10 <u>7 865 053</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>		11	<u>22 928 102</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables effective <sup>1</sup> au 1 <sup>er</sup> janvier 2016 <sup>2</sup>	1 <u>3 038 597 500</u>
Évaluation des immeubles imposables effective <sup>1</sup> au 31 décembre 2016 <sup>2</sup>	2 <u>3 062 657 800</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>3 050 627 650</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>22 928 102</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>3 050 627 650</u>
<b>Taux global de taxation réel de 2016</b>	6 <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">  </span> , <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">7   5   1   6</span> / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 <sup>er</sup> janvier 2016 <sup>2</sup>	7 _____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 <sup>2</sup>	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 _____

---

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	462 700	491 524	200 349
Usines de traitement de l'eau potable	2		124 160	
Usines et bassins d'épuration	3	136 000	15 413	15 413
Conduites d'égout	4	1 534 400	1 254 668	1 049 958
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	7 542 135	7 928 149	4 105 252
Ponts, tunnels et viaducs	7	53 165		
Systèmes d'éclairage des rues	8	275 100	157 794	323 406
Aires de stationnement	9	607 000		
Parcs et terrains de jeux	10	1 645 500	836 366	324 865
Autres infrastructures	11	1 104 460	248 097	83 231
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13		59 321	401 254
Édifices communautaires et récréatifs	14		177 017	4 925 958
Améliorations locatives	15		2 793	443
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	666 000	633 431	768 446
Ameublement et équipement de bureau	18	124 525	228 808	401 637
Machinerie, outillage et équipement divers	19	350 200	189 977	131 470
Terrains	20		224 000	328 979
Autres	21			107 270
	22	14 501 185	12 444 565	13 152 518

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		188 910	158 887
Usines de traitement de l'eau potable	24		124 160	
Usines et bassins d'épuration	25		15 413	15 413
Conduites d'égout	26		247 388	909 908
Autres infrastructures	27		7 465 510	4 468 983
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28		302 614	41 462
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		1 007 280	140 050
Autres infrastructures	32		1 704 896	367 771
Autres immobilisations	33		1 512 554	7 065 457
	34		12 444 565	13 152 518

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>Non audité</b>		<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Solde au 31 décembre</b>
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	33 890 668	11 378 383	3 463 675	41 805 376
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	114 655	28 715	47 035	96 335
Autres	6				
	7	34 005 323	11 407 098	3 510 710	41 901 711
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	1 363 767	80 370	915 067	529 070
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	2 719 519		255 451	2 464 068
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	25 146 962	9 857 305	2 024 860	32 979 407
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	29 230 248	9 937 675	3 195 378	35 972 545
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	4 667 138	1 469 423	279 806	5 856 755
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	4 667 138	1 469 423	279 806	5 856 755
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20	107 937		35 526	72 411
	21	4 775 075	1 469 423	315 332	5 929 166
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23				
Autres	24				
	25	4 775 075	1 469 423	315 332	5 929 166
	26	34 005 323	11 407 098	3 510 710	41 901 711
Dette en cours de refinancement	27	( )		( )	
Reclassement / Redressement	28				
	29	34 005 323	11 407 098	3 510 710	41 901 711

**Note**

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>		
		<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>Administration générale</b>					
Greffe et application de la loi	1	139 041	139 041	139 041	153 223
Évaluation	2				
Autres	3	394 522	396 284	396 284	317 177
<b>Sécurité publique</b>					
Police	4	3 513 218	3 513 218		
Sécurité incendie	5	13 998	13 998	13 998	12 834
Sécurité civile	6				
Autres	7				
<b>Transport</b>					
Réseau routier	8	13 653	12 298	12 298	9 474
Transport collectif	9	1 355 390	1 639 899	299 230	379 534
Autres	10				
<b>Hygiène du milieu</b>					
Eau et égout	11	1 075 426	1 072 718	24 597	18 949
Matières résiduelles	12				
Cours d'eau	13	54 390	54 390	54 390	46 152
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
<b>Santé et bien-être</b>					
Logement social	16	198 215	209 550	209 550	198 073
Autres	17				
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>					
Aménagement, urbanisme et zonage	18				
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	83 635	86 852	86 852	99 623
Autres	21				
<b>Loisirs et culture</b>					
Activités récréatives	22	234 025	232 983	232 983	145 178
Activités culturelles	23				
<b>Réseau d'électricité</b>					
	24				
	25	7 075 513	7 371 231	1 469 223	1 380 217

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	35,44	32,50	60 018,00	3 012 003	754 691	3 766 694
Professionnels	2						
Cols blancs	3	51,71	32,50	88 495,00	2 572 467	644 738	3 217 205
Cols bleus	4	49,07	40,00	105 904,00	2 960 303	741 642	3 701 945
Policiers	5						
Pompiers	6	11,46	40,00	25 120,00	765 341	191 875	957 216
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	147,68		279 537,00	9 310 114	2 332 946	11 643 060
Élus	9	9,00			333 484	83 613	417 097
	10	156,68			9 643 598	2 416 559	12 060 157

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	63 675	503 454	12 415		579 544
Traitement des eaux usées	14	10 077	26 952	65 349		102 378
Réseaux d'égout	15	39 120	(17 680)	22 545		43 985
Autres	16	205 374	(24 753)	(36 122)	2 367 305	2 511 804
	17	318 246	487 973	64 187	2 367 305	3 237 711

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
<b>Administration générale</b>												
Grefte et application de la loi	1	797 281	27	50 339	53	847 620	79	14 231	105	833 389	131	
Évaluation	2	253 457	28		54	253 457	80	6 800	106	246 657	132	
Autres	3	4 221 031	29	337 065	55	4 558 096	81	78 959	107	4 479 137	133	174 577
	4	5 271 769	30	387 404	56	5 659 173	82	99 990	108	5 559 183	134	174 577
<b>Sécurité publique</b>												
Police	5	3 639 782	31		57	3 639 782	83		109	3 639 782	135	
Sécurité incendie	6	1 619 312	32	196 238	58	1 815 550	84	44 615	110	1 770 935	136	31 979
Sécurité civile	7	20 889	33		59	20 889	85	31 706	111	(10 817)	137	
Autres	8	264 891	34		60	264 891	86		112	264 891	138	
	9	5 544 874	35	196 238	61	5 741 112	87	76 321	113	5 664 791	139	31 979
<b>Transport</b>												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	1 712 366	36	1 965 555	62	3 677 921	88	8 118	114	3 669 803	140	156 938
Enlèvement de la neige	11	916 930	37	91 323	63	1 008 253	89		115	1 008 253	141	3 984
Autres	12	398 826	38	215 417	64	614 243	90	13 031	116	601 212	142	29 753
Transport collectif	13	1 642 013	39	2 066	65	1 644 079	91	3 820	117	1 640 259	143	
Autres	14		40		66		92		118		144	
	15	4 670 135	41	2 274 361	67	6 944 496	93	24 969	119	6 919 527	145	190 675
<b>Hygiène du milieu</b>												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable												
Réseau de distribution de l'eau potable	16	1 048 121	42		68	1 048 121	94		120	1 048 121	146	
Traitement des eaux usées	17	676 715	43	500 725	69	1 177 440	95	27 434	121	1 150 006	147	45 715
Réseaux d'égout	18	334 403	44	313 050	70	647 453	96		122	647 453	148	9 916
Matières résiduelles	19	375 620	45	976 049	71	1 351 669	97	16 528	123	1 335 141	149	80 068
Déchets domestiques et assimilés	20	1 085 097	46		72	1 085 097	98		124	1 085 097	150	
Matières recyclables	21	1 111 270	47		73	1 111 270	99		125	1 111 270	151	
Autres	22		48		74		100		126		152	
Cours d'eau	23	70 429	49	790	75	71 219	101		127	71 219	153	
Protection de l'environnement	24	300	50		76	300	102		128	300	154	
Autres	25		51		77		103		129		155	
	26	4 701 955	52	1 790 614	78	6 492 569	104	43 962	130	6 448 607	156	135 699



**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
<b>Santé et bien-être</b>												
Logement social	157	209 550	172		187	209 550	202		217	209 550	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	64 920	174		189	64 920	204	15 865	219	49 055	234	
	160	274 470	175		190	274 470	205	15 865	220	258 605	235	
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	737 171	176	50 844	191	788 015	206	35 899	221	752 116	236	
Rénovation urbaine	162	52 567	177		192	52 567	207		222	52 567	237	
Promotion et développement économique	163	295 206	178		193	295 206	208	3 174	223	292 032	238	
Autres	164	2 378 255	179		194	2 378 255	209		224	2 378 255	239	
	165	3 463 199	180	50 844	195	3 514 043	210	39 073	225	3 474 970	240	
<b>Loisirs et culture</b>												
Activités récréatives	166	5 855 090	181	1 252 276	196	7 107 366	211	811 371	226	6 295 995	241	261 961
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	1 549 650	182	394 591	197	1 944 241	212	26 805	227	1 917 436	242	43 074
Autres	168	674 225	183	29 200	198	703 425	213	9 811	228	693 614	243	2 514
	169	8 078 965	184	1 676 067	199	9 755 032	214	847 987	229	8 907 045	244	307 549
<b>Réseau d'électricité</b>	170		185		200		215		230		245	
	171	32 005 367	186	6 375 528	201	38 380 895	216	1 148 167	231	37 232 728	246	840 479

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

*Non audité*

		2016	2015
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	12 247 121	8 607 963
<b>Frais de financement</b>	4	197 444	237 926
<b>Autres</b>	5		
	6	12 444 565	8 845 889

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

		2016	2015
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	7 007 803	5 830 131
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	7 007 803	5 830 131
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	8 089 823	3 369 359
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6	(3 600 000)	(1 092 482)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(1 393 653)	(1 099 205)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10	51 050	
	11	3 147 220	1 177 672
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	10 155 023	7 007 803
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	1 099 206	2 265 579
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 099 206	2 265 579
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(1 099 206)	(2 265 578)
Activités d'investissement	17	(15 652)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	1 393 653	1 099 205
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	278 795	(1 166 373)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	1 378 001	1 099 206
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	2 180 393	3 711 989
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		(528 234)
Solde redressé au début de l'exercice	25	2 180 393	3 183 755
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	1 609 710	1 389 795
Activités d'investissement	27	(1 826 795)	(2 420 004)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	146 889	26 847
	30	(70 196)	(1 003 362)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	2 110 197	2 180 393

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

		2016		2015
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>				
Solde au début de l'exercice	32	( 502 010 )	(	302 709 )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33			(265 892)
Solde redressé au début de l'exercice	34	( 502 010 )	(	568 601 )
<b>Affectations</b>				
Activités de fonctionnement - Augmentation	35	( 61 386 )	(	61 386 )
Activités de fonctionnement - Diminution	36	152 410		147 868
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37	( 106 939 )	(	134 323 )
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38	129 647		114 432
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	39	( 388 278 )	(	502 010 )
<b>Financement des investissements en cours</b>				
Solde au début de l'exercice	40	(10 015 889)		(8 061 843)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41			
Solde redressé au début de l'exercice	42	(10 015 889)		(8 061 843)
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43	1 824 779		(1 927 199)
<b>Virements</b>				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44	(51 050)		
Excédent de fonctionnement affecté	45			
Réserves financières et fonds réservés	46	(146 889)		(26 847)
	47	1 626 840		(1 954 046)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	48	(8 389 049)		(10 015 889)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>				
Solde au début de l'exercice	49	88 123 622		83 288 558
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50			
Solde redressé au début de l'exercice	51	88 123 622		83 288 558
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Affectations et virements</b>				
Activités de fonctionnement	52			
Excédent de fonctionnement affecté	53			
Financement à long terme des activités d'investissement	54	( 5 302 021 )	(	1 267 431 )
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55	2 903 536		2 588 293
Variation résiduelle de l'exercice	56	4 536 079		3 514 202
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	57	90 261 216		88 123 622

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

*Non audité*

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>2 900 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>2 900 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>2 900 000</u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 (	) (	) (
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 (	) (	) (
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25 (	) (	) (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**TAUX DES TAXES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 4 □ 6 □ 5 □ 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 5 □ 1 □ 2 □ 4 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 5 □ 7 □ 6 □ 3 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 2 , □ 0 □ 4 □ 9 □ 2 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 0 , □ 9 □ 3 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 4 □ 6 □ 5 □ 0 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ 0 , □ 1 □ 0 □ 0 □ 1 \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**  
(Montant fixe)

**Par unité de logement**

Eau	1	1   3   0   ,   0   0   \$
Égout	2	,         \$
Eau et égout	3	,         \$
Traitement des eaux usées	4	5   8   ,   0   0   \$
Matières résiduelles	5	2   4   1   ,   0   0   \$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | | , | | | | | %

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Eau commercial et industriel		4	130\$ à 995\$
Eau commercial et industriel	1,3100	7	par 1000 gallons imp.
Assainissement des eaux usées		4	58\$ à 7 558\$
Assainissement des eaux usées	,6600	7	par 1000 gallons imp.
Réfection de voirie - Résidentiel	75,0000	4	+25\$ par logement
Réfection de voirie - bâtiment mixte	100,0000	4	+25\$ par log. ou local
Réfection de voirie - bâtiment comm.	150,0000	4	+25\$ par local
Piscine hors-terre	30,0000	4	
Piscine creusée	40,0000	4	
Ordures commercial et indust. - régulier	158,0000	4	
Ordures commercial et indust. - suppl.	192,0000	4	
Ordures commercial et indust. - conten.		4	750.75\$ à 2943.15\$
Recyclage commercial et indust. - régul	59,0000	4	
Recyclage commercial et indust - spécial	150,0000	4	
Recyclage commercial et indust - conten.		4	287.21\$ à 2 218.65\$
Entretien système traitement tertiaire		4	488\$ à 642\$
Répartition locale		7	selon règlement du sect

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)



**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9	133 612 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10	\$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	456 272 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	22 <input checked="" type="checkbox"/>	

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30		
Facteur comparatif de 2016	31		
Valeur uniformisée	32		
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input type="checkbox"/>	34 <input checked="" type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	\$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	\$	
b) Dépenses d'investissement	37	\$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	\$	
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des <b>routes locales de niveaux 1 et 2</b> :			
a) Numéro de la résolution	39		
b) Date d'adoption de la résolution	40		
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

### **Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017</b>	
Revenus de taxes	46
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	47
Calcul de certains revenus de taxes	48
Taux des taxes	50
Taux global de taxation prévisionnel	51
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	54
Questionnaire	56

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	22 365 186
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	3 027 543
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	58 300
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	25 451 029

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	1 647 416
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	577 794
Matières résiduelles	13	2 209 609
Autres		
- Autre	14	3 835
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	90 000
Service de la dette	18	203 177
Activités de fonctionnement	19	814 600
Activités d'investissement	20	
	21	5 546 431
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	5 546 431
	26	30 997 460

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	784
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	784
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	114 011
Cégeps et universités	7	91 939
Écoles primaires et secondaires	8	388 477
	9	594 427
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	595 211

**GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	133 921
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	133 921

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	729 132

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 2 237 309 607	X 5 0,4666	/100\$ 6 10 439 287				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 78 974 900	X 8 0,5140	/100\$ 9 405 931				
Immeubles non résidentiels	10 456 679 085	X 11 1,5779	/100\$ 12 7 205 939				
Immeubles industriels	13 175 665 450	X 14 2,0508	/100\$ 15 3 602 547				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....				
Autres	19 27 942 354	X 20 0,9316	/100\$ 21 260 311				
Immeubles agricoles	22 102 894 400	X 23 0,4666	/100\$ 24 480 105				
<b>Total</b>			25 22 394 120	26 ( 28 934 )	27 ( )	28	29 22 365 186
<b>Taxes spéciales</b>							
Service de la dette (taux unique)	30 3 079 465 796	X 31 0,0985	/100\$ 32 3 033 274				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....				
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....				
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....				
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....				
<b>Total</b>			54 3 033 274	55 ( 5 731 )	56 ( )	57	58 3 027 543

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>											
<b>Taxes générales</b>											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique) 1 .....	X	2 ..... /100\$	3 .....								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 4 .....	X	5 ..... /100\$	6 .....								
Immeubles de 6 logements ou plus 7 .....	X	8 ..... /100\$	9 .....								
Immeubles non résidentiels 10 .....	X	11 ..... /100\$	12 .....								
Immeubles industriels 13 .....	X	14 ..... /100\$	15 .....								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 16 .....	X	17 ..... /100\$	18 .....								
Autres 19 .....	X	20 ..... /100\$	21 .....								
Immeubles agricoles 22 .....	X	23 ..... /100\$	24 .....								
<b>Total</b> .....			25 .....					26 ( .....	27 ( .....	28 .....	29 .....
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique) 30 .....	X	31 ..... /100\$	32 .....								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 33 .....	X	34 ..... /100\$	35 .....								
Immeubles de 6 logements ou plus 36 .....	X	37 ..... /100\$	38 .....								
Immeubles non résidentiels 39 .....	X	40 ..... /100\$	41 .....								
Immeubles industriels 42 .....	X	43 ..... /100\$	44 .....								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 45 .....	X	46 ..... /100\$	47 .....								
Autres 48 .....	X	49 ..... /100\$	50 .....								
Immeubles agricoles 51 .....	X	52 ..... /100\$	53 .....								
<b>Total</b> .....			54 .....					55 ( .....	56 ( .....	57 .....	58 .....
	<u>Valeur locative imposable</u>										
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b> 59 .....	X	60 ..... %	61 .....	62 ( .....	63 ( .....	64 .....	65 .....				



**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**  
(montant fixe)

**Par unité de logement**

Eau	1	1   3   0   ,   0   0   \$
Égout	2	,       \$
Eau et égout	3	,       \$
Traitement des eaux usées	4	5   8   ,   0   0   \$
Matières résiduelles	5	2   4   1   ,   0   0   \$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Eau commercial et industriel		4	130\$ à 7 558\$
Eau commercial et industriel	1,3100	7	par 1 000 gallons imp.
Assainissement des eaux usées		4	58\$ à 550\$
Réfection de voirie - résidentielle	75,0000	4	+25\$ par logement
Réfection de voirie - bâtiment mixte	100,0000	4	+25\$ par logement/local
Réfection de voirie - bâtiment commercia	150,0000	4	+25\$ par local
Piscine hors-terre	30,0000	4	
Piscine creusée	40,0000	4	
Ordures comm. et industriel - bac	158,0000	4	
Ordures comm. et industriel - conteneur		4	750.75\$ à 2 943.15\$
Recyclage comm. et industriel - bac	59,0000	4	
Recyclage comm. et industriel - conteneu		4	287.21\$ à 1 411.24\$
Répartition locale		7	Selon règlement de sect

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES**

---

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	31 067 369	
<b>Ajouter</b>			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		
<b>Déduire</b>			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8), et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	34 665	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8	35 244	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10 <u>69 909</u>
<b>Revenus de taxes</b>	11		<u>30 997 460</u>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes		1	30 997 460
<b>Ajouter</b>			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	35 244
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	
<b>Total partiel</b>		4	<b>31 032 704</b>
<b>Déduire</b>			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		7 874 155
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		90 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	10	7 964 155
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>		11	<b>23 068 549</b>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation  
prévisionnel 1 23 068 549

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les  
revenus de la taxe foncière générale 2 3 079 465 796

**Taux global de taxation prévisionnel de 2017**

(ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$

3 

		0
--	--	---

 , 

7	4	9	1
---	---	---	---

 /100 \$

---

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1	7 653 076	3 775 577		287 834	483 721	581 456
De secteur	2	45 632	10 361		1 749		367
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	28 001	16 700		10 435	2 348	
Autres	5	280 047	360 095		596	376 775	3 835
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	8 006 756	4 162 733		300 614	862 844	585 658

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>Résidentielles</u>	<u>Résiduelle Agriculture Résidences</u>	<u>Autres</u>	<u>Total</u>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>					
Générales	9	12 207 800	79 430	323 835	25 392 729
De secteur	10	191			58 300
Autres	11				
<b>Taxes sur une autre base</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	145 693			203 177
Autres	13	4 206 231	25 675		5 253 254
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	16 559 915	105 105	323 835	30 907 460

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16	441 416 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	39 247 811 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	2 676 277 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	902 289 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	1 080 896 \$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 175 rue Sainte-Anne  
(no) (rue)  
Varennes J3X 1T5  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 652-9888  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 652-3027  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel general@ville.varennes.qc.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Denise Beauchemin, CPA, CGA, OMA

Téléphone (450) 652-9888 210  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 652-3027  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel denise.beauchemin@ville.varennes.qc.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom MBBA

Titre CPA auditeur, CA

Adresse 4510 rue Papineau  
(no) (rue)  
Montréal H2H 1V1  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 521-4077  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 521-4986  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel rarbour@mbba.ca

Responsable du dossier Robert Arbour, CPA auditeur, CA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
 \_\_\_\_\_ (Code postal)  
(Municipalité)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_



**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Denise Beauchemin, CPA, CGA, OMA , atteste que le rapport financier consolidé de Varennes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-05-01 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Varennes .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Varennes consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Varennes détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de 5 567 860 \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de ,7516 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-04-19 08:13:00

Date de transmission au Ministère :